

Document: EB 2015/116/R.19/Rev.1  
Ordre du jour: 9 c) i)  
Date: 17 décembre 2015  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

### Proposition de prêt et don à la République d'Indonésie pour le Projet intégré de développement et de gestion participatifs de l'irrigation

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

Ron Hartman  
Directeur dans le pays  
téléphone: +39 06 5459 2184  
téléphone: +62 812 83779219  
courriel: r.hartman@ifad.org

##### Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés  
Responsable du  
Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2092  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent seizième session  
Rome, 16-17 décembre 2015

---

Pour: Approbation

## Table des matières

Abréviations et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes	3
III. Exécution du projet	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	6
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	6
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	8
A. Coût du projet	8
B. Financement du projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	10
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	11
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Design and Monitoring Framework (Cadre de conception et de suivi)	11

## Abréviations et acronymes

AUE	Association d'usagers de l'eau
BAD	Banque asiatique de développement
BAPPEDA	Badan Perencanaan Pembangunan Daerah (agence de planification du développement des provinces et des districts)
DGRE	Direction générale des ressources en eau
FAUE	Fédération d'AUE
MTPL	Ministère des travaux publics et du logement
S&E	Suivi-évaluation
UNEP	Unité nationale d'exécution du projet
UNGP	Unité nationale de gestion du projet

# Indonesia

## Integrated Participatory Development and Management of Irrigation Sector Project

President's report



Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.  
Source: FIDA – 09.11.2015

# République d'Indonésie

## Projet intégré de développement et de gestion participatifs de l'irrigation

### Résumé du financement

<b>Institutions initiatrices:</b>	Fonds international de développement agricole (FIDA) et Banque asiatique de développement (BAD)
<b>Emprunteur:</b>	République d'Indonésie
<b>Organisme d'exécution:</b>	Direction générale des ressources en eau (DGRE), Ministère des travaux publics et du logement (MTPL)
<b>Coût total du projet:</b>	802,4 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	93,15 millions d'EUR (équivalant approximativement à 98,5 millions d'USD)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	1,41 million d'EUR (équivalant approximativement à 1,5 million d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 6 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA
<b>Cofinanceur:</b>	BAD
<b>Montant du cofinancement:</b>	BAD: 600 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Prêt
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	102,4 millions d'USD
<b>Institution chargée de l'évaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République d'Indonésie pour le Projet intégré de développement et de gestion participatifs de l'irrigation, telle qu'elle figure au paragraphe 44.

## Proposition de prêt et don à la République d'Indonésie pour le Projet intégré de développement et de gestion participatifs de l'irrigation

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. L'Indonésie a réalisé des progrès notables en matière de réduction de la pauvreté et de promotion de la croissance économique. L'agriculture reste un secteur important comme une voie menant à la transformation du monde rural et la réduction de la pauvreté. Pourtant, les agriculteurs indonésiens sont confrontés à de nouvelles menaces, de l'instabilité des prix des denrées alimentaires, à l'imprévisibilité des marchés et politiques agricoles, en passant par l'insécurité croissante de l'accès à la terre, la dégradation des ressources naturelles et l'aggravation des effets du changement climatique. Assurer un développement économique sans exclusive en renforçant la performance du secteur agricole constitue une priorité essentielle pour le Gouvernement indonésien, qui a récemment donné un degré de priorité élevé aux questions de souveraineté alimentaire et de développement rural. La sécurité alimentaire est remise en cause par le déclin des infrastructures rurales, conséquence de l'insuffisance du financement et de l'exploitation et l'entretien, qui limite les hausses de productivité du riz et autres cultures à forte valeur marchande. Les coûts élevés de transport et de logistique entravent sérieusement l'activité commerciale et nuisent à la compétitivité des filières agricoles. En outre, il est nécessaire d'augmenter la production de récoltes à plus forte valeur marchande et de commercialiser l'agriculture pour améliorer les moyens de subsistance ruraux. Des difficultés en matière de capacités techniques et administratives, qui sont accentuées par la structure décentralisée du Gouvernement indonésien, entravent une approche efficace de la planification, de la gestion et du développement. Le changement climatique devrait entraîner une aggravation de la pénurie d'eau dans certaines régions, une plus grande fréquence des événements météorologiques extrêmes et une évolution défavorable de la pluviométrie pour l'agriculture. Il est admis qu'une meilleure intégration de la gestion de l'irrigation et du développement de l'agriculture est nécessaire si le pays veut obtenir l'impact recherché sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance ruraux.

#### B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

2. Dans le cadre de son Plan national de développement à moyen terme 2015-2019, le gouvernement vise à assurer, d'ici à 2017, l'autosuffisance dans les principales denrées de base, notamment le riz. À l'appui de cet objectif, il s'est engagé à remettre en état 3,2 millions d'hectares (ha) de systèmes d'irrigation dégradés pour améliorer la production de riz et d'autres denrées. Une importance considérable a donc été donnée à l'agriculture et l'eau, avec des appels aux secteurs public et privé pour qu'ils répondent de façon globale et concertée aux objectifs de développement national. Les tentatives précédentes pour améliorer la productivité

de l'agriculture irriguée suivant une démarche axée en grande partie sur les infrastructures a obtenu des résultats à plus long terme sous-optimaux, surtout à cause de l'incapacité: i) à autonomiser les agriculteurs et à renforcer une réponse axée sur les systèmes agricoles qui maximise leurs chances de tirer des avantages économiques durables des investissements dans les infrastructures; et ii) à veiller à ce que toutes les parties des périmètres irrigués neufs ou remis en état soient bien entretenues.

3. Le projet s'inspire de ces enseignements et des savoirs acquis grâce aux investissements passés et actuels dans l'agriculture irriguée. Il est parfaitement cohérent avec les politiques et programmes de dépenses du gouvernement.
4. Le Projet intégré de développement et de gestion participatifs de l'irrigation apportera une contribution substantielle à la mise en œuvre des priorités du gouvernement, à savoir: i) accroître la production rizicole pour assurer la sécurité alimentaire; ii) développer la production de récoltes à plus forte valeur marchande en vue d'améliorer les moyens de subsistance et la nutrition dans les zones rurales; et iii) promouvoir une infrastructure d'irrigation plus productive et sa gestion durable par la mise en place d'un ensemble intégré d'infrastructures, de réformes institutionnelles et de renforcement des capacités susceptibles de catalyser les progrès réalisés dans le secteur. Fait important, le projet complétera et fournira un cadre solide pour la promotion d'investissements publics et privés plus efficaces dans l'agriculture irriguée.
5. En intégrant l'orientation sur la remise en état de l'irrigation dans un appui renforcé au développement de l'agriculture et des moyens de subsistance des paysans, le projet propose une démarche novatrice pour investir dans l'agriculture irriguée. Il introduira des mécanismes renforcés permettant de promouvoir une coordination intersectorielle, un développement institutionnel et une élaboration de politiques plus efficaces.
6. Le projet est en parfaite harmonie avec le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, avec la stratégie de pays intérimaire actuelle et avec le prochain programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour l'Indonésie (avril 2016), en se concentrant sur l'amélioration de la productivité, l'accès aux marchés et le renforcement des institutions et des capacités en faveur des femmes et des hommes du monde rural.

## II. Description du projet

### A. Zone d'intervention et groupe cible

7. Zone d'intervention. La zone du projet proposé couvrira initialement 16 provinces (cinq à Sumatra, quatre à Java, deux à Kalimantan, trois à Sulawesi et deux à Nusa Tenggara) comportant 74 districts et jusqu'à 1 800 périmètres irrigués, couvrant une superficie totale d'environ 450 000 ha (environ 14% des 3,2 millions d'ha de l'objectif national). Il importe de noter qu'il poursuivra une stratégie visant à promouvoir la reproduction à plus grande échelle des activités du projet dans d'autres villages des districts ciblés et dans d'autres districts et provinces. On estime que le modèle du projet pourrait être reproduit dans environ 10 000 sous-projets couvrant quelque 2,2 millions d'ha. Cela augmenterait la couverture potentielle à 6 millions de ménages, soit quelque 24 millions de personnes.
8. Groupe cible. La conception du projet adopte une approche de ciblage sans exclusive au niveau du périmètre irrigué qui profitera à tous les agriculteurs actifs sur ce périmètre. Au sein des communautés ciblées, les catégories de ruraux pauvres comprennent les pauvres, les quasi-pauvres et les mieux nantis. Une stratégie explicite de ciblage de la pauvreté sera employée pour atteindre les ménages les plus marginaux, dont les "personnes pauvres" (c'est-à-dire les personnes moyennement pauvres, pauvres et très pauvres), les femmes, les jeunes

et les agriculteurs à la périphérie des périmètres irrigués, qui sont normalement les plus vulnérables. Le nombre total de bénéficiaires du projet est estimé à 900 000 ménages, soit 4 millions de personnes, dont environ 50% de femmes.

## B. Objectif de développement du projet

9. Le but du projet est d'améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance dans les zones rurales d'Indonésie. Pour ce qui est des résultats, l'objectif du projet est d'augmenter la valeur de l'agriculture irriguée.

## C. Composantes

10. Composante 1. L'augmentation des revenus tirés de l'agriculture irriguée se concentrera sur l'amélioration des systèmes d'exploitation agricole et de commercialisation et sur un appui à la fourniture de services appropriés, y compris des services financiers, principalement pour le riz et les cultures irriguées à forte valeur.
  - Sous-composante 1.1. L'amélioration de la productivité agricole et des services se concentre sur les activités agricoles et comprend: le soutien à des services de vulgarisation agricole améliorés disponibles aux petits exploitants; la diffusion des savoirs "de paysan à paysan"; l'accès à des semences de bonne qualité et d'autres intrants en quantités suffisantes et leur entreposage; et la mécanisation, y compris le soutien à l'amélioration des systèmes d'exploitation agricole pour favoriser l'intensification et la diversification des cultures et veiller à ce que les agriculteurs acquièrent les connaissances, compétences et la confiance nécessaires pour adopter des pratiques agronomiques améliorées et une meilleure gestion des risques.
  - Sous-composante 1.2. L'amélioration de l'accès au marché et aux services se concentre sur la promotion de meilleures activités après récolte et d'ajout de valeur et comprend la facilitation des investissements publics et privés par le biais d'instruments de financement combinés, soutenus par des plateformes de consultation et des initiatives de renforcement des capacités pour le riz, les légumes et l'accès à la technologie. Pour le riz, un soutien sera apporté afin d'améliorer les activités après récolte et d'ajout de valeur. Pour les légumes, le soutien reposera sur les groupes de production, existants et émergents, suivant un processus itératif visant à faciliter et développer les liens entre les acheteurs, les producteurs et les prestataires de services. Il donnera la priorité à l'innovation dans les filières locales et promouvra activement le développement des marchés privés locaux. Comme pour la sous-composante 1.1, des initiatives seront également prises pour encourager le partenariat avec des fournisseurs d'intrants privés.
  - Sous-composante 1.3. L'amélioration de l'accès financier et de l'utilisation des services repose sur un meilleur accès aux services financiers et leur utilisation. Seront inclus: les services d'épargne, de crédit et, par la suite, d'autres services financiers ruraux innovants (par exemple les services financiers numériques et la microassurance agricole) offerts par des prestataires de services financiers durables, permettant de répondre aux besoins financiers saisonniers par des services sans exclusive favorables aux pauvres. L'approche s'appuiera sur les structures existantes et développera des partenariats avec un petit nombre de prestataires de services financiers existants démontrant une performance claire en matière d'inclusion sociale et une stratégie d'entreprise pour élargir leur portefeuille de petits exploitants agricoles, et proposant déjà des dispositifs de services financiers éprouvés généralement conformes aux objectifs et aspirations pour les services financiers ruraux.



11. Composante 2. L'amélioration de l'infrastructure des systèmes d'irrigation mettra l'accent sur l'aide à la remise en état ou l'amélioration des systèmes d'irrigation primaires et secondaires et de l'infrastructure de drainage et inclura la modernisation de ces systèmes pour un ou plusieurs périmètres de plus grande envergure.
- Sous-composante 2.1. Les évaluations préliminaires incluent: des activités visant à fournir des informations fiables au sujet de la disponibilité de l'eau dans le bassin, par rapport aux besoins du périmètre irrigué – à prendre en compte pour assurer que le périmètre ait suffisamment d'eau pour répondre aux besoins d'irrigation; et des évaluations participatives rapides en milieu rural, des études préliminaires et l'élaboration de plans d'intervention globale sur les périmètres. Des évaluations hydrologiques prendront également en compte les impacts possibles du changement climatique.
  - Sous-composante 2.2. La remise en état, l'amélioration ou la modernisation des systèmes d'irrigation comprend des activités pour concevoir et réaliser des travaux de génie civil concernant les infrastructures d'irrigation et de drainage. Les études techniques détaillées pour les travaux de génie civil couvriront les infrastructures d'irrigation primaires et secondaires, les infrastructures d'irrigation tertiaire et les travaux de drainage. Pour traiter le lien entre l'eau, la nourriture et l'énergie, le projet équipera de turbines hydroélectriques un certain nombre de canaux d'irrigation, à titre expérimental, qui seront gérés par les AUE lorsque ce sera réalisable sur le plan technique, économique et institutionnel.
12. Composante 3. L'amélioration de la gestion des systèmes d'irrigation mettra l'accent sur le renforcement de la distribution de l'eau d'irrigation au niveau du périmètre.
- Sous-composante 3.1. L'autonomisation des AUE comprend des activités visant à faciliter l'organisation des agriculteurs irrigants en AUE/FAUE autonomisées capables d'investir dans des infrastructures d'irrigation tertiaires et d'en assurer la gestion, pour garantir un approvisionnement en eau suffisant et son accès pour tous les agriculteurs du périmètre irrigué tertiaire. Plus précisément, cette sous-composante appuiera la formation et le renforcement des capacités des AUE/FAUE au niveau institutionnel. Les activités de soutien institutionnel établiront, réorganiseront et compléteront les structures organisationnelles des AUE dans les systèmes d'irrigation ciblés, en suivant la politique et les procédures du gouvernement et en introduisant les enseignements tirés des expériences internationales. Elle inclura également l'enregistrement légal des AUE/FAUE, l'élaboration de règlements par leurs membres, la nomination des membres du conseil d'administration et l'attribution des rôles et responsabilités en accord avec tous les agriculteurs concernés.

Sous-composante 3.2. L'amélioration de la gestion locale des systèmes d'irrigation comprend des activités visant à soutenir les autorités centrales, provinciales et des districts dans l'amélioration de l'efficacité et l'efficacités de la gestion de l'eau d'irrigation par des activités comme: des évaluations de la performance des systèmes d'irrigation; la préparation de plans de gestion de l'irrigation et de plans de service d'irrigation; la mesure du débit volumétrique et la comptabilité de l'eau; l'amélioration de la performance des services d'irrigation; la planification et la budgétisation axées sur les besoins; et la rénovation des bureaux existants, du matériel et des installations dans le cadre de la préparation de l'exploitation et l'entretien. Pour parvenir à une amélioration durable de la performance des systèmes d'irrigation, une aide à la mise en place et au démarrage d'unités de gestion de l'irrigation sera incluse pour les périmètres irrigués sélectionnés dans le cadre du projet.

- Sous-composante 3.3. La mise en œuvre d'un système national de gestion des actifs comprend des activités à l'appui de la mise en place d'un tel système: relevés aériens par télédétection d'infrastructures, notamment primaires, secondaires et tertiaires, ainsi que des données hydrologiques et agricoles. Ces données seront aussi utilisées pour informer davantage les évaluations hydrologiques de la sous-composante 2.1 et pour aider à la gestion et la mise en œuvre du projet de la sous-composante 4.4.
13. Composante 4. Le renforcement des cadres politique et institutionnel de l'agriculture irriguée se concentrera sur: a) le renforcement des capacités des institutions gouvernementales et du personnel; et b) le soutien aux institutions d'exécution et de mise en œuvre au niveau national et provincial dans le cadre de la supervision générale du projet. Améliorer la coordination entre les différentes institutions publiques sera un élément important de ces aspects.
- Sous-composante 4.1. Le renforcement au niveau local du cadre politique, réglementaire et institutionnel comprend: le soutien aux organismes gouvernementaux compétents au niveau provincial et de district dans l'identification des questions politiques spécifiques et la réflexion sur la façon dont celles-ci pourraient être abordées; le soutien à la Badan Perencanaan Pembangunan Daerah (BAPPEDA), l'agence de planification des provinces et des districts, dans la réalisation de l'analyse et de la synthèse des savoirs provenant de diverses sources, et dans l'information du dialogue sur les politiques; et le soutien aux organismes d'exécution et aux BAPPEDA dans l'identification des options et des mesures d'action de politique.
  - Sous-composante 4.2. Mise en place de centres de gestion et de savoirs concernant les ressources en eau. Seize de ces centres seront mis en place ou renforcés au niveau provincial, y compris par le recrutement de personnel et l'acquisition de locaux et de matériel de bureau et de formation, pour la formation sur les aspects techniques et institutionnels de la planification, du développement et de la gestion de l'irrigation.
  - Sous-composante 4.3. L'amélioration de la coordination des politiques pour l'agriculture irriguée comprend l'aide à la mise en place et au fonctionnement d'un centre de gestion des savoirs au sein de l'agence de planification du développement national (BAPPENAS), qui coordonnera le soutien à l'agriculture paysanne irriguée, favorisera la concertation sur les politiques entre les intervenants nationaux et renforcera les processus d'élaboration des politiques nationales et locales. Le mandat du centre de gestion des savoirs serait lié à la gestion des savoirs et à l'élaboration de politiques, en permettant au gouvernement: de favoriser la continuité entre les politiques et les projets de développement pour l'agriculture paysanne irriguée à partir des enseignements tirés; de rassembler les savoirs des diverses initiatives; de promouvoir des approches coordonnées de la concertation entre les intervenants nationaux; et de soutenir des processus politiques nationaux et locaux.
  - Sous-composante 4.4. L'appui à la gestion et l'exécution du projet comprend l'aide aux organismes d'exécution et de mise en œuvre au niveau national et provincial dans la supervision générale du projet et le renforcement des capacités de planification, de mise en œuvre et de gestion des organismes de mise en œuvre.

### III. Exécution du projet

#### A. Approche

14. Le projet adopte une démarche programmatique fondée sur un menu, à savoir l'identification et l'intégration d'un ensemble stratégique d'interventions pour atteindre les résultats et les objectifs de développement recherchés. Les éléments

du menu seront essentiellement constitués par les sous-composantes et les activités attribuées à chaque résultat.

15. La démarche de mise en œuvre s'appuie sur le Projet participatif d'appui à l'irrigation soutenu par la Banque asiatique de développement (BAD) et récemment achevé. Des modifications y ont été apportées en tenant compte des enseignements tirés des expériences de la mise en œuvre de projets de la BAD et du FIDA en Indonésie. Leur but est de renforcer les liens entre les interventions dans le domaine de l'agriculture et de la remise en état des réseaux d'irrigation, de renforcer le ciblage de la pauvreté et de répondre à la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des projets, en vue de contribuer aux objectifs de développement nationaux pour l'agriculture et pour la remise en état des réseaux d'irrigation.

## B. Cadre organisationnel

16. Le Comité national de pilotage en charge des ressources en eau, sous l'égide du Vice-Ministre des ressources maritimes et naturelles du Ministère de la planification du développement national/BAPPENAS, sera responsable de la coordination d'ensemble du projet. La Direction générale des ressources en eau (DGRE) du Ministère des travaux publics et du logement (MTPL) sera l'organisme d'exécution. Une unité nationale de gestion du projet (UNGP) sera établie au sein de la Direction de l'irrigation et des basses terres de la DGRE afin d'assurer la coordination générale de la mise en œuvre du projet. Au total, quatre unités nationales d'exécution du projet (UNEP) seront établies: une à la Direction de l'irrigation et des marécages de la DGRE, responsable de la mise en œuvre des infrastructures d'irrigation et des activités connexes; une à la Direction de l'irrigation et des marécages, responsable de la mise en œuvre des activités liées à l'exploitation et l'entretien; une à la Direction générale du développement régional du Ministère des affaires intérieures, responsable de la supervision des BAPPEDA; et une à l'Agence de vulgarisation agricole et de développement des ressources humaines du Ministère de l'agriculture, responsable de la mise en œuvre des activités agricoles et connexes, en coopération avec les organismes agricoles provinciaux et de district. L'administration du don octroyé par le FIDA sera confiée au Ministère de la planification du développement national/BAPPENAS.

## C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

17. Planification. L'UNGP, en consultation avec les UNEP, préparera et présentera un plan de travail annuel global, décrivant les activités d'appui (général) et des sous-projets, à la BAD et au FIDA pour examen et avis de non-objection. En outre, chaque province et district participant établira un plan de travail global et un budget.
18. Suivi-évaluation. Le suivi-évaluation (S&E) aura trois fonctions distinctes: renforcement de la gestion, obligation redditionnelle et apprentissage. Un système de suivi de la performance du projet permettra de regrouper les fonctions de S&E en un système unifié. S'appuyant sur les enseignements tirés du Projet de développement des communautés côtières soutenu par le FIDA, il comprendra à la fois une liste exhaustive d'indicateurs de performance au niveau de l'impact, des effets, des produits et des sous-produits, dérivée du cadre de conception et de suivi du projet (appendice II) et des données d'impact et de performance post-achèvement. Les données seront ventilées par composante et, si possible, par district, par sexe et d'autres variables. Les indicateurs utilisés incluront ceux qui contribuent au Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA. Le projet réalisera des études de référence, à mi-parcours et d'impact, ainsi que des enquêtes annuelles sur les effets.
19. Apprentissage. Le système de S&E permettra également d'informer sur les questions susceptibles d'améliorer la pertinence, l'efficacité et l'efficacité du projet. L'unité de S&E, en collaboration avec l'UNGP et les autres principales parties

prenantes du projet, identifiera les questions spécifiques nécessitant une analyse particulière (technique, institutionnelle et dérivée des politiques) et réalisera des études ponctuelles. Pour chaque question à l'étude, un plan d'apprentissage sera élaboré pour faire en sorte que l'étude contribue à un processus plus vaste de réflexion au niveau du projet et, le cas échéant, au-delà.

#### D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

20. Gestion financière. L'UNGP assumera la responsabilité de la consolidation et de la coordination des rapports financiers et de l'audit du projet. Les quatre UNEP seront chargées de la gestion des dépenses pour leurs composantes et/ou activités respectives. Les fonctions et attributions des organismes d'exécution seront clairement définies dans le manuel d'exécution du projet.
21. Les modalités de mise en œuvre de la gestion financière seront cohérentes avec les systèmes nationaux de gestion des finances publiques, qui ont été renforcés ces dernières années. Les initiatives de modernisation de la gestion des finances publiques incluent un système d'information de gestion financière intégrée, la consolidation du compte de trésorerie unique, la comptabilité et la présentation de l'information financière gouvernementales, le renforcement des institutions de contrôle des finances publiques, la comptabilité d'exercice et l'adoption de normes internationales de comptabilité et d'audit. Une évaluation de la gestion financière du projet a été préparée conformément aux directives du FIDA et de la BAD en la matière. Cette évaluation constate que le risque de gestion financière du projet est modéré dans l'ensemble et définit des mesures d'atténuation, y compris le renforcement des capacités de gestion financière à tous les niveaux (organismes d'exécution, organismes de mise en œuvre et unités d'exécution du projet) concernant la formation du personnel et l'assistance technique, les systèmes comptables automatisés et les audits internes et externes.
22. Flux de fonds. Les fonds des donateurs transiteront à travers trois comptes désignés, gérés par le Ministère des finances pour le prêt du FIDA, le don du FIDA et le prêt de la BAD, respectivement. Trois types de mécanismes de décaissement seront adoptés pour le projet, à savoir: i) reconstitution des comptes désignés du FIDA et de la BAD; ii) remboursement des dépenses préfinancées par le FIDA et par la BAD; et iii) paiements directs.
23. Le flux de fonds destinés au projet sera déterminé par les stratégies de mise en œuvre adoptées par les organismes de mise en œuvre. Elles consisteront en une combinaison de: i) remboursement des activités financées par l'Anggaran Pendapatan dan Belanja Negara (agence nationale de collecte des recettes et du budget), qui serait ensuite répercuté sur les autorités locales par le biais du mécanisme de déconcentration (Dekonsentrasi/Tugas Pembantuan); et ii) remboursement des activités mises en œuvre aux termes des accords de préfinancement.
24. Audit. Des audits internes seront menés par les unités d'audit interne des organismes de mise en œuvre, conformément à leur mandat et aux plans de travail annuels. Pour ce qui est des dispositions en matière d'audit externe, les comptes consolidés du projet, préparés par l'UNGP, seront vérifiés par le commissaire aux comptes national conformément aux normes internationales. Les états financiers vérifiés du projet seront soumis au FIDA et à la BAD dans les six mois suivant la fin de chaque exercice, conformément aux directives du FIDA et de la BAD en matière d'audit. Les rapports d'audit fourniront des opinions, pour le financement du FIDA et de la BAD, respectivement, sur les états financiers, l'utilisation de comptes désignés, les états des dépenses et les clauses des accords de financement. Le rapport d'audit inclura une lettre de recommandation évaluant le cadre de contrôle interne du projet à divers niveaux d'exécution et indiquant les améliorations à apporter. Le suivi des mesures correctives prises en réponse aux observations

issues de l'audit sera assuré par l'UNGP, les UNEP et le commissaire aux comptes national.

25. Passation des marchés. Tous les marchés de biens et de travaux relatifs aux financements du FIDA seront passés en conformité avec les règles de l'emprunteur/du bénéficiaire en vigueur, sous réserve que celles-ci soient en accord avec les Directives pour la passation des marchés du FIDA.
26. Gouvernance. Conformément à leurs politiques respectives, le FIDA et la BAD examineront, directement ou par l'intermédiaire de leurs agents, toute violation de la politique anticorruption liée au projet. Tous les contrats incluront des dispositions précisant le droit de la BAD et du FIDA à vérifier et examiner les registres et les comptes de l'organisme d'exécution et de tous les entrepreneurs, fournisseurs, consultants et autres prestataires de services du projet.
27. En outre, le mécanisme d'obligation redditionnelle de la BAD et les procédures du FIDA pour le règlement des plaintes prévoient des processus indépendants au moyen desquels les personnes lésées par des projets appuyés par la BAD et le FIDA peuvent faire part de leurs problèmes et en demander la résolution, et signaler les violations présumées des politiques et procédures opérationnelles de la BAD et du FIDA.
28. Supervision. La supervision sera assurée par le FIDA en collaboration avec la BAD. Un plan de supervision en bonne et due forme couvrant la période s'étendant jusqu'à l'examen à mi-parcours fera l'objet d'un accord au démarrage du projet. En outre, le FIDA adoptera une approche de supervision et d'appui à l'exécution continu par le biais du bureau de pays nouvellement établi. Un examen approfondi sera réalisé deux ans après le début de la mise en œuvre du projet.

## IV. Coût, financement et avantages du projet

### A. Coût du projet

29. Le coût du projet est estimé à 802,4 millions d'USD, y compris 49,17 millions d'USD de provisions pour aléas techniques et financiers.

Tableau 1

**Coût du projet, par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>Prêt du FIDA</i>	<i>Don du FIDA</i>	<i>BAD</i>	<i>Emprunteur</i>	<i>Total</i>
1. Augmentation des revenus tirés de l'agriculture irriguée	97 473				97 473
2. Amélioration de l'infrastructure des systèmes d'irrigation			434 592		434 592
3. Amélioration de la gestion des systèmes d'irrigation	1 038		85 448	156	86 642
4. Renforcement des politiques et des cadres institutionnels de l'agriculture irriguée		1 489	79 960	102 265	183 714
<b>Coût total du projet</b>	<b>98 511</b>	<b>1 489</b>	<b>600 000</b>	<b>102 421</b>	<b>802 421</b>
Intérêt au cours de la mise en œuvre				49 917	49 917
Commission d'engagement				524	524
<b>Total des décaissements</b>	<b>98 511</b>	<b>1 489</b>	<b>600 000</b>	<b>152 862</b>	<b>852 862</b>

### B. Financement du projet

30. Le gouvernement a demandé un financement de 100 millions d'USD du FIDA, consistant en un prêt de 98,5 millions d'USD et un don de 1,5 million d'USD. Le prêt et le don du FIDA financeront la composante 1 et certaines activités au titre des composantes 3 et 4. Le gouvernement a également demandé un prêt de

600 millions d'USD sur les ressources ordinaires de la BAD. Le prêt de la BAD financera les composantes 2, 3 et 4. La contribution du gouvernement au coût du projet est estimée à 102,4 millions d'USD.

Tableau 2

**Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		BAD		Emprunteur		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
1. Travaux de génie civil					362 805	100			362 805
2. Véhicules et matériel	4 663	5	150	10	14 991	3			19 804
3. Services de consultants – international	<b>2 709</b>	3			3 798	1			6 374
4. Services de consultants – national	<b>18 154</b>	19	361	24	44 586	7			63 231
5. Personnel engagé pour une durée déterminée	5 342	5							5 342
6. Contrat de services	1 038	1			10 141	2			11 179
7. Atelier, formation, socialisation	<b>29 014</b>	30	271	18	36 956	6			66 243
8. Enquête et études	777	1	327	22	101 032	17			102 136
9. Renforcement des capacités institutionnelles					13 293	2			13 293
10. Sauvegarde/acquisitions foncières/réinstallation					1 260	0,2			1 260
11. Frais administratifs supplémentaires			380	26	11 139	2	102 421	100	113 940
12. Matériaux	15 297	16							15 297
13. Finances et crédit	21 516	22							21 516
Coût total du projet	98 511	12	1 489	0,2	600 000	75	102 421	13	802 421
Intérêt au cours de la mise en œuvre							49 917	100	49 917
Commission d'engagement							524	100	524
Total des décaissements	98 511	12	1 489	0,2	600 000	70	152 862	18	852 862

### C. Résumé des avantages et analyse économique

31. Avantages. Ces avantages découleront des éléments suivants: i) meilleur accès aux services de vulgarisation; ii) utilisation de semences améliorées; iii) adoption de meilleures techniques de gestion de l'eau; iv) accès à la mécanisation; v) accès au financement; (vi) meilleur accès à une irrigation plus fiable; et vii) amélioration de la productivité dans l'agriculture. Pourtant, outre les investissements à la ferme, des rendements plus élevés sont également produits par d'autres facteurs importants, à savoir: i) meilleur système d'irrigation tertiaire; ii) AUE plus fonctionnelles; iii) meilleur accès aux routes rurales; et iv) formation des agriculteurs à la gestion de l'eau et leur initiation aux notions financières.
32. Analyse économique. Le taux de rentabilité économique interne (TREI) général du projet est estimé à 17% pour le scénario de référence. La valeur actuelle nette du flux d'avantages nets du projet, à un taux d'actualisation de 10%, est de 4 944 milliards de rupiahs indonésiennes. Le TREI a été soumis à une analyse de sensibilité pour mesurer les variations de l'impact dans les principales variables dues à des facteurs non prévus. Les résultats indiquent que le plus important de ces risques serait une surestimation des rendements rizicoles atteignables avec le projet ou un retard de deux ans (ou plus) dans la réalisation des avantages du projet. Le premier est considéré comme un risque faible, le rendement potentiel étant bien connu pour les variétés de riz disponibles qui sont génétiquement supérieures aux variétés normalement utilisées aujourd'hui par les agriculteurs. Le second ne sera un risque que si des retards se produisent après le démarrage du projet, et des mesures d'atténuation sont déjà mises en œuvre pour assurer une réalisation dans les délais prévus des avantages du projet.

## D. Durabilité

33. La durabilité des résultats du projet repose sur: i) l'impact des activités de renforcement des capacités sur le développement du capital social et humain au sein des groupes cibles identifiés (groupes d'agriculteurs et responsables gouvernementaux); ii) l'impact sur les cadres politiques pertinents et la compilation des savoirs au sein du gouvernement; iii) le caractère impulsé par la demande de l'intervention; et iv) les liens établis entre les différents acteurs de la filière.
34. En outre, le projet a une stratégie explicite de reproduction à plus grande échelle pour améliorer l'impact et la durabilité des résultats obtenus.

## E. Identification et atténuation des risques

35. Bien qu'il s'agisse d'un très grand projet géographiquement dispersé, son hypothèse de base est simple. Le principal risque de manque de soutien du gouvernement est réduit, compte tenu de l'étroit alignement des activités du projet avec les priorités nationales de développement. Déjà, avant la mise en œuvre, les parties prenantes au sein des organismes publics collaborent étroitement à la préparation de la mise en œuvre du projet. Le risque d'un manque de coordination entre les parties prenantes et une compréhension limitée des activités du projet est donc considéré comme acceptable. Des évaluations des risques liés à la gestion financière et à la passation des marchés ont été menées et des mesures d'atténuation identifiées. Les risques environnementaux ont été jugés acceptables. L'approche du projet inclut un mécanisme supplémentaire pour évaluer et atténuer les risques au niveau local des sous-projets.

## V. Considérations d'ordre institutionnel

### A. Respect des politiques du FIDA

36. La conception du projet respecte les politiques pertinentes du FIDA en matière de microfinance, de participation du secteur privé, d'environnement, de ciblage et de parité hommes-femmes. Le projet est classé dans la catégorie environnementale B, selon l'Énoncé des politiques de sauvegarde 2009 de la BAD.

### B. Alignement et harmonisation

37. Le projet s'inscrit dans le cadre de plusieurs documents politiques clés du gouvernement. Le Plan national de développement à long terme 2005-2025 et le Plan national de développement à moyen terme 2015-2019 qui s'y rattache donnent la prééminence au développement du secteur agricole, en particulier la sécurité alimentaire, l'autosuffisance et la souveraineté alimentaire par l'accroissement des capacités de production nationales, et à l'amélioration d'un approvisionnement en nourriture suffisant en quantité et en diversité, et répondant aux exigences de sécurité des aliments, de qualité et de teneur en éléments nutritifs à un prix abordable. Le projet appuiera la mise en œuvre des plans stratégiques et des priorités des ministères participants.
38. Le projet complétera et fournira un cadre solide pour les programmes de dépenses du gouvernement: le MTPL investira près de 25 milliards d'USD sur la période 2015-2019, dont plus de 5 milliards d'USD pour les travaux de remise en état de l'irrigation. Le Ministère de l'agriculture a affecté 219 millions d'USD en 2015 par le biais de l'UPSUS pour les investissements réalisés à l'échelle nationale dans les domaines prioritaires (c'est-à-dire les infrastructures agricoles, les semences, les engrais, les machines agricoles et les services de vulgarisation). Dans l'ensemble, des investissements atteignant presque 15 milliards d'USD sont prévus pour 2015-2019, dont plus de 3 milliards d'USD pour l'amélioration des infrastructures d'irrigation agricole et près de 3 milliards d'USD pour l'amélioration de la productivité et la production. Ces deux investissements sont orientés vers la production rizicole et vivrière et sont destinés à contribuer à l'objectif qui est de parvenir à l'autosuffisance alimentaire d'ici à 2017. Ainsi, le projet permet une

coordination plus efficace et efficiente des investissements publics dans l'agriculture irriguée.

### C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

39. Le projet adopte un programme d'innovation et de reproduction à plus grande échelle, répondant aux attentes du gouvernement selon lesquelles les projets financés par des sources extérieures offrent des solutions novatrices susceptibles d'être reproduites à plus grande échelle et contribuent à l'apprentissage par l'expérience de la mise en œuvre et l'élaboration de nouveaux programmes, arrangements institutionnels et politiques au niveau national. Le projet: i) facilitera la mise à l'essai des innovations par le biais de sous-projets, ainsi qu'au niveau de la gestion d'ensemble du projet; ii) effectuera des évaluations ou des études visant à examiner l'expérience acquise avec les innovations promues; iii) analysera les éléments de fait, examinera les résultats avec les parties prenantes et synthétisera les conclusions; et iv) appuiera la reproduction à plus grande échelle des approches, méthodes et technologies qui auront porté leurs fruits, au sein du projet et au-delà, par le biais de pratiques, d'institutions et de politiques publiques.

### D. Participation à l'élaboration des politiques

40. En réponse à la demande du gouvernement d'un appui renforcé au niveau des politiques en faveur de l'agriculture irriguée, le projet se concentrera sur le renforcement des capacités des institutions gouvernementales et du personnel, au niveau national, provincial et des districts, pour mener une concertation sur les politiques et pour concevoir et mettre en œuvre des politiques, réglementations et stratégies reposant sur des données factuelles pour la gestion participative de l'irrigation et l'agriculture paysanne irriguée. Il renforcera le cadre politique et réglementaire au niveau local pour soutenir l'agriculture paysanne irriguée, en s'appuyant sur les principes de gestion participative de l'irrigation établis par le gouvernement et en veillant à ce que ceux-ci soient mis en œuvre. Il renforcera également les capacités des institutions chargées de coordonner le développement de l'irrigation et la fourniture de services et informera les agriculteurs sur leurs droits et responsabilités aux termes des politiques nationales et locales. En outre, le projet appuiera la création et l'exploitation initiale de centres de formation et de savoirs sur l'irrigation au niveau provincial et établira un centre de gestion des savoirs au sein de la BAPPENAS afin de coordonner l'appui à l'agriculture irriguée, promouvoir la concertation sur les politiques entre les parties prenantes nationales et renforcer les processus politiques nationaux et locaux.

## VI. Instruments et pouvoirs juridiques

41. Un accord de financement entre la République d'Indonésie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
42. La République d'Indonésie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
43. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## VII. Recommandation

44. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'Indonésie un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à quatre-vingt-treize millions cent cinquante mille euros (93 150 000 EUR), qui sera régi par des modalités



et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République d'Indonésie un don d'un montant équivalant à un million quatre cent dix mille euros (1 410 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## Negotiated financing agreement:

### " Integrated Participatory Development and Management of Irrigation Project (IPDMIP)"

(Negotiations concluded on 11 December 2015)

Loan Number: [click and insert number]

Grant Number: [click and insert number]

Project Title: Integrated Participatory Development and Management of Irrigation Project (IPDMIP) ("the Project")

The Republic of Indonesia (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

#### PREAMBLE

#### WHEREAS

- (A) the Borrower/Recipient has requested a loan and grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement (the "Project"). The Loan from IFAD will finance Component 1 of the Project and a portion of Component 3 of the Project, while the Grant from IFAD will finance a portion of Component 4 of the Project; and
- (B) the Borrower/Recipient intends to obtain from the Asian Development Bank ("ADB") a loan ("ADB Loan") in estimated amount of 600 million USD to finance other components of the Project, or portions of components, not financed by the Fund, on terms and conditions to be set forth in an agreement between the ADB and the Borrower/Recipient (the "ADB Agreement").

NOW, THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

#### Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

#### Section B

1. A. The amount of the Loan is ninety-three million one hundred fifty thousand Euro (EUR 93 150 000)

B. The amount of the Grant is one million four hundred ten thousand Euro (EUR 1 410 000).

2. The Loan shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of eighteen (18) years, including a grace period of six (6) years starting from the date that the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled in accordance with the General Conditions and Section E of this Agreement.

3. The Loan Service Payment Currency shall be Euro.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

5. Payments of principal and interest shall be payable on each 1 March and 1 September.

6. There shall be two (2) Designated Accounts denominated in Euro, for the Loan and the Grant respectively, at the Bank of Indonesia.

7. The Borrower/Recipient will provide counterpart financing for the Project in the form of taxes, staffing, and other in kind contributions.

#### Section C

1. The Lead Project Agency (LPA) shall be Directorate General of Water Resources (DGWR), Ministry of Public Works and Housing (MoPWH) (also referred to as Executing Agency or EA).

2. The following are designated as additional Project Parties also referred to as Implementing Agencies: Ministry of Public Works and Housing, Ministry of Agriculture, Ministry of Home Affairs, Ministry of National Development Planning (BAPPENAS), and local governments.

3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

#### Section D

The Loan and Grant will be administered and the Project will be supervised by IFAD. The Project will be implemented in collaboration with the ADB.

#### Section E

1. The following are designated as additional ground for suspension of this Agreement: any transfer of key Project staff in the National Project Implementation Unit (NPIU) located in the Ministry of Agriculture, has not been communicated to IFAD.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The National Project Management Unit (NPMU) within the Ministry of Public Works and Housing and the NPIU shall have been created and key Project staff in the NPMU and in the NPIU within the Ministry of Agriculture shall have been nominated to the satisfaction of IFAD;
- (b) The Project implementation manual (PIM) shall have been prepared in a manner satisfactory to IFAD; and
- (c) The ADB Agreement shall have entered into force.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Director General of Budget Financing and Risk Management  
Ministry of Finance  
Frans Seda Building, 2<sup>nd</sup> Floor  
Jalan Dr. Wahidin Raya No.1  
Jakarta 10710  
Indonesia

For Correspondence:

Attn: Director of Loans and Grants  
Frans Seda Building, 6<sup>th</sup> Floor  
Jalan Dr. Wahidin Raya No.1  
Jakarta 10710  
Indonesia  
Tel: (62-21) 3458289, 3865330  
Fax: (62-21) 3812859

For Disbursements and Payments:

Attn: Director of Evaluation, Accounting and Settlements  
Frans Seda Building, 7<sup>th</sup> Floor  
Jalan Dr. Wahidin Raya No.1  
Jakarta 10710  
Indonesia  
Tel: (62-21) 3864778  
Fax: (62-21) 3843712

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome  
Italy

This Agreement, dated [click and type], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient and shall enter into force as provided in Section 13.01 of the General Conditions.

REPUBLIC OF INDONESIA

---

Authorized Representative

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

---

Kanayo F. Nwanze  
President

## Schedule 1

### Project Description and Implementation Arrangements

#### I. Project Description

1. Target Population. The Project adopts an inclusive targeting approach at the irrigation scheme level to benefit all active farmers on the irrigation scheme. Within the targeted communities, categories of rural poor consist of the poor, near poor and better off. An explicit poverty and targeting strategy will be employed to reach the most marginal households including the poor (i.e. the moderately poor, poor and very poor), women, youth and those farmers at the tail end of the irrigation schemes that are normally most vulnerable. The total number of Project beneficiaries is estimated to be around 900 000 households or around 4 million individuals.

The Project area (the "Project Area") will cover an initial 16 provinces (5 in Sumatra, 4 in Java, 2 in Kalimantan, 3 in Sulawesi and 2 in Nusa Tenggara) comprising 74 districts. The Project will pursue a scaling up strategy to promote the replication of Project activities in other villages in the targeted districts and in other districts and provinces.

2. Goal. The goal of the Project is to improve food security and livelihoods in rural Indonesia.

3. Objectives. The objective of the Project is to increase the value of sustainable irrigated agriculture.

4. Output (i.e. "components"). The Project shall consist of the following Outputs:

4.1. Output 1: Increase irrigated agricultural incomes will focus on improving farm and market systems, providing appropriate services support including financial services, mainly for rice and high value irrigated crops.

- Sub-output 1.1: Improved farm productivity and services focuses on on-farm activities and comprises support to improved farmer extension services available to smallholder farmers, farmer-to-farmer knowledge dissemination, access to and storage of sufficient good quality seeds and other inputs, and mechanization, including support for enhancing on-farm systems for crop intensification and diversification and ensuring that farmers acquire the necessary knowledge, skills and confidence to adopt improved agronomy and better risk management practices.
- Sub-output 1.2: Improved market access and services focuses on promoting better value addition and post-harvest activities and comprises facilitating public and private investment through combined funding instruments supported by consultation platforms and capacity development initiatives for rice, vegetables and technology access. For rice, support will be provided to improve post-harvest and value addition. For vegetables, support will be given to build on existing and emerging production clusters following an iterative process to facilitate and develop links between buyers, producers and service providers, giving priority to innovation in local value chains and actively promoting the development of local private sector markets.

- Sub-output 1.3: Improved financial access and use of services is based around facilitating better access to and leveraging mainstream financial services, including savings, credit and subsequently other innovative rural financial services (e.g. digital financial service, agricultural micro-insurance) by sustainable financial service providers, to enable seasonal finance needs being met through inclusive and pro-poor services. The approach will build on existing structures and develop partnerships with a small number of existing financial service providers, who have a clear social inclusion performance and business strategy in expanding their smallholder agricultural portfolio and who have existing proven financial service schemes, which are broadly aligned with the Project objectives and aspirations on rural financial services.

4.2 Output 2: Improved irrigation systems infrastructure will focus on support to rehabilitation, upgrading of primary and secondary irrigation systems and drainage infrastructure and include modernization of these systems for one or several larger schemes.

- Sub-output 2.1: Preparatory assessments comprise activities to provide reliable information regarding water availability in the basin, in relation to the needs of the irrigation scheme, to be taken into account to ensure the scheme has adequate water to meet irrigation requirements in addition to participatory rapid rural assessments, pre-design and the drafting of overall scheme intervention plans. The hydrological assessments will also take into account the possible impacts of climate change.
- Sub-output 2.2: Irrigation systems rehabilitation, upgrading and or modernization comprises activities to design and implement civil works with respect to irrigation as well as drainage infrastructure. The detailed engineering designs will be for civil works and cover primary and secondary irrigation infrastructure as well as tertiary irrigation infrastructure and drainage works. To address the water-food-energy nexus, the Project may also equip irrigation canals with hydropower turbines for management by Water users' associations (WUAs), where technically, economically and institutionally feasible.

4.3 Output 3: Improved irrigation systems management will focus on strengthening of the irrigation water delivery at scheme level.

- Sub-output 3.1: Empowerment of WUAs comprises activities to facilitate the organization of irrigating farmers into empowered Water users' association Federations (WUA/Fs) that are capable of investing in and managing tertiary irrigation infrastructure, to ensure adequate water supply and access to all farmers in the tertiary irrigation scheme. Specifically this will support at an institutional level and to training and capacity building of WUA/Fs. The institutional support activities will establish, re-organize and complete the WUA/Fs organizational structures in the targeted irrigation systems, following government policy and procedure and introducing good international experiences. This would also include the legal registration of the WUA/Fs, the development of by-laws by the WUA/F members, appointment of board members and the assignment of roles and responsibilities in agreement with all involved farmers.
- Sub-output 3.2: Improvement of irrigation systems field management comprises activities to support the central, provincial and district governments in improving the efficiency and effectiveness of irrigation water management through activities such as irrigation system performance assessments, preparation of irrigation management plans and irrigation service plans,

volumetric discharge measurement and water accounting, improvement of irrigation service performance, needs-based planning and budgeting, as well as refurbishment of existing offices, equipment and facilities within the context of PROM (i.e. preparation of operation and maintenance). To achieve the sustainable improvement of irrigation system performance this will include the establishment and assistance in start-up of Irrigation Management Units for selected irrigation schemes included under the proposed project.

- Sub-output 3.3: Operationalization of national asset management system comprises activities in support of operationalizing the national asset management system, including aerial surveys using appropriate technology (i.e. remote sensing) of tertiary, primary and secondary infrastructure along with other infrastructure as well as hydrological and agricultural data. The data will also be used to further inform the hydrological assessments under sub-component 2.1 and to assist the Project management and implementation under sub-component 4.4.

4.4 Output 4: Strengthened policy and institutional frameworks for irrigated agriculture will focus on: (a) strengthening the capacity of government institutions and staff; and (b) supporting the executing and implementing institutions at national and provincial levels to undertake overall Project supervision. Improving coordination between the different government institutions will be an important element of these aspects of this output.

- Sub-output 4.1: Strengthened local-level policy, regulatory and institutional framework comprises supporting the government line agencies at provincial and district levels to identify specific policy issues and reflect on how these could be tackled, supporting Badan Perencanaan Pembangunan Daerah (Bappeda), the regional body for development planning, to undertake the analysis and synthesis of knowledge from various sources and inform the policy dialogue and supporting both the line agencies and Bappeda to identify policy options and actions.
- Sub-output 4.2: Establishment of water resource knowledge and management centers comprises the establishment or revitalization of the water management knowledge and training centers – a total of sixteen at the provincial level – including recruitment of personnel and procurement of office and training equipment and facilities.
- Sub-output 4.3: Improved policy coordination for irrigated agriculture comprises support to establish and support a Knowledge Management Centre (KMC) in the National Development Planning Agency/Bappenas, which will coordinate support for smallholder irrigated agriculture, promote policy dialogue among domestic stakeholders and strengthen national and local policy processes. The KMC's remit would be related to knowledge management and policy development, enabling Government to foster the continuity between development projects and policies for smallholder irrigated agriculture by drawing out lessons, bridge the knowledge from different initiatives and promote coordinated approaches to promote policy dialogue among domestic stakeholders and support national and local policy processes.
- Sub-output 4.4: Project management and implementation support comprises support to the executing and implementing agencies (IAs) at national and provincial levels to undertake overall Project supervision and strengthen the planning, implementation, and management capacities of the IAs.



## II. Implementation Arrangements

5. The National Steering Committee Water Resources (NSCWR) will be chaired by the Deputy of Maritime and Natural Resources, National Development Planning Agency/BAPPENAS, with the following membership: (i) the Director General of Water Resources, MPWH; (ii) Head of Agency for Agricultural Extension and Human Resource Development (AAEHRD), Ministry of Agriculture; (iii) Director General of Regional Development, Ministry of Home Affairs; (iv) and Echelon I officials of related Ministries. An implementation team will be established under NSCWR, chaired by the Director of Water Resources and Irrigation, National Development Planning Agency/BAPPENAS, with the Director of Water Resources Development, the Directorate General of Water Resources (DGWR), MPWH as Deputy Chairman with the participation from Echelon 2 officials of the related Ministries.

6. The DGWR, Ministry of Public Works and Housing (MoPWH) will be the LPA. A NPMU will be established under DGWR, MoPWH, to ensure overall coordination for implementation of the Project. Two National Project Implementation Units (NPIU) will be established under DGWR, MoPWH; an NPIU will be established under the Directorate General of Regional Development, Ministry of Home Affairs; and an NPIU will be established under the AAEHRD, MoA for the implementation of Output 1 activities in cooperation with provincial and district agriculture agencies. The IFAD Grant will be administered by the Ministry of National Development Planning/Bappenas.

7. The NPMU, in consultation with the NPIUs, will prepare an annual work plan and budget (AWPB) showing supporting (general) and sub-project activities, and will be reviewed by NSCWR. The reviewed AWPB will be submitted by the NPMU to ADB and IFAD for review and no objection. In addition, each participating district and province will prepare an overall work plan and budget.

8. Monitoring and Evaluation (M&E) will serve three distinct functions, strengthening: (i) management; (ii) accountability; and (iii) learning. A Project Performance Monitoring System will consolidate the M&E functions into a unified system. It will comprise both a comprehensive list of performance indicators at impact, outcome, output and sub-output levels, derived from the Project Design and Monitoring Framework and impact and post-completion performance data. Data will be disaggregated by component and, wherever possible, by district, gender and other dimensions. The indicators used will include those that contribute to IFAD's Results and Impact Measurement System. The Project will undertake baseline, midterm and impact studies and conduct Annual Outcome Surveys.

9. The NPMU will be responsible for overall consolidation and coordination of Project financial reporting. The four NPIUs will be responsible for the financial management of expenditures under the respective Project components and/or activities. The roles and responsibilities of the implementing entities will be clearly defined in the PIM.

## Schedule 2

## Allocation Table

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in EUR)	Grant Amount Allocated (expressed in EUR)	Percentage
1. Equipment and material	18 880 000	140 000	100% net of taxes
2. Consultancies	21 440 000	650 000	100% net of taxes
3. Workshops and training	27 440 000	260 000	100% net of taxes
4. Credit	20 340 000	-	100%
5. Salaries	5 050 000	-	100%
6. Operating costs	-	360 000	100% net of taxes
<b>TOTAL</b>	<b>93 150 000</b>	<b>1 410 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Equipment and Material” includes the following investments in the demonstration activities such as seeds and machinery;

“Consultancies” includes surveys and studies and finances international and national consultants, the seed sector design and value chain mapping activities as well as service contracts for community facilitators;

“Workshops and training” includes supporting project workshop and dissemination activities, extension staff training, farmer field schools and training, exchange visits, activities to promote partnerships, knowledge and technology transfer, value chain training and savings and credit groups training;

“Credit” includes financing seed sector implementation, the value chain fund and financial service providers;

“Salaries” includes the costs of additional agricultural extension staff; and

“Operating costs” includes additional technical inputs to support the Knowledge Management Centre.

2. Start-up Costs. Withdrawals from the Loan account in respect of expenditures for start-up costs (in Categories 1, 2, 3, 5) incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount equivalent to three hundred thousand Euro (EUR 300 000). Eligible expenditures may include office equipment and furniture, expenditure related to national launching of Project, training for Project staff and to community planning processes. Withdrawals from the Grant account in respect of expenditures for start-up costs (in Category 6) incurred before the

satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount equivalent to one hundred thousand Euro (EUR 100 000).

3. "On-Granting" Mechanism. Loan proceeds for regional administrations (provinces and districts) will be made available through "On-Granting Agreements" (OGA). The estimated total amount will be approximately the equivalent of forty-one million Euro (EUR 41 000 000). The full details of On-Granting mechanism will be defined in the PIM

## Design and Monitoring Framework

Results Chain	Performance Indicators with Targets and Baselines	Data Sources and Reporting	Risks
<b>Impact</b>			
Improved food security, rural incomes and livelihoods in rural Indonesia	<ul style="list-style-type: none"> <li>• At least 75% of households with improvement in RIMS household asset index <sup>a</sup></li> <li>• Reduction in prevalence of child malnutrition <sup>a</sup></li> <li>• At least 75% of households have improved food security <sup>a</sup></li> <li>• Additional ha. in project areas served by improved irrigation services increased to at least X ha. By 2021 [2015 baseline = 0 ha.]</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Impact Assessments including RIMS</li> <li>• MoPW, MoHA, MoA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Government policy does not continue to prioritize irrigated agriculture investments</li> <li>• No decline in the area of land under production</li> <li>• No adverse effects of climate change or natural disaster</li> </ul>
<b>Outcome</b>			
Increased value and sustainability of irrigated agriculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Additional ha. served by improved irrigation services increased by 2021 [2015 baseline.]</li> <li>• Additional ha. with higher value and or commercial agriculture by 2021 [2015 baseline]</li> <li>• Percentage of irrigation schemes in program areas showing improved performance in management increased to at least 90% by 2021 [2015 baseline]</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MoPW, MoHA, MoA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Government policy does not continue to prioritize irrigated agriculture investments</li> <li>• Government funding is made available for project activities and sustainable O&amp;M</li> <li>• Provinces and districts commit to irrigation management policy reforms</li> </ul>
<b>Outputs</b>			
1. Increased irrigated agricultural incomes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Additional ha. of adopting improved practices for rice cultivation by 2021 [2015 baseline.]</li> <li>• Additional ha. using demonstration for higher value and diversified cropping by 2021 [2015 baseline]</li> <li>• Additional ha. under commercialized growing arrangements by 2021 [2015 baseline]</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MoPW, MoHA, MoA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Government guidelines are not properly implemented due to poor capacity or commitment</li> <li>• Political issues impede the establishment and functioning of extension agencies.</li> <li>• Demotivation of extension staff and field facilitators impede activities</li> </ul>
2. Improved irrigation systems infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Additional kilometre of irrigation infrastructure in program areas rehabilitated and upgraded by 2021 [2015 baseline]</li> <li>• Number of irrigation schemes having detailed engineering designs prepared in line with government guidelines increased [2015 baseline]</li> <li>• Water Resources Diagnostics completed</li> <li>• No irrigation schemes modernized according to government technical standards by 2021 [2015 baseline]</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MoPW, MoHA, MoA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Government guidelines are not properly implemented due to poor capacity or commitment</li> <li>• Political issues impede the establishment and functioning of commissions and WUAs.</li> <li>• Demotivation of WUAs, staff and field facilitators impede activities</li> </ul>

<p>3. Improved irrigation systems management</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No of irrigation commissions operationalized by 2021 [Baseline 2015]</li> <li>• No Irrigation Development and Management Plans (IMPs) endorsed by Provincial and District Irrigation Commissions by 2021 [2015 baseline]</li> <li>• Number of WUA/WUAFs established and trained with program support increased by 2021 [2015 baseline]</li> <li>• Number of irrigation schemes managed by WUA/WUAFs increased by 2021 [2015 baseline]</li> <li>• Number of updated and GIS-based Irrigation asset management systems increased by 2021 [2015 baseline]</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MoPW, MoHA, MoA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Government guidelines are not properly implemented due to poor capacity or commitment</li> <li>• Political issues impede the establishment and functioning of commissions and WUAs.</li> <li>• Demotivation of WUAs, staff and field facilitators impede activities</li> </ul>
<p>4. Strengthened policy and institutional frameworks for irrigated agriculture</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Number of IMP incorporated into regional medium-term development plans (RPJMD) increased by 2021 [2015 baseline]</li> <li>• Competency certification system established for irrigation planning, financing &amp; participatory management</li> <li>• At least 70% of staff and field facilitators certified by the system by 2021 [2015 baseline]</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MoPW, MoHA, MoA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Regional parliaments delay endorsement of IMPs for RPJMD for political or other reasons</li> </ul>